



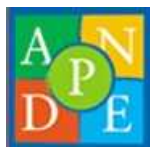
# Groupement Intérêt Professionnel en Soins Infirmiers



ANFIIDE

Association Française  
des  
Directeurs des Soins

AFDS



ANPDE



CEEIADE



CEFIEC



GERACFAS



UNAIBODE



UNASIIF

Villeneuve Saint-Georges, le 16 décembre 2004

## COMMUNIQUE DE PRESSE :

### La braderie des soins : les parlementaires régularisent du personnel non-qualifié et bénévole au bloc opératoire !

**Au même moment où le Ministère de la Santé annonce un Programme national de lutte contre les infections nosocomiales, les parlementaires régularisent la situation des bénévoles sans formation au bloc opératoire malgré ses engagements pris en juillet et en octobre 2003 !**

Voté dans le cadre du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2005 (article 6, VII) à l'Assemblée Nationale le 2 décembre 2004, la récente modification du code de la Santé Publique **relatif à l'organisation des épreuves de vérification des connaissances des personnels aides opératoires et aides instrumentistes s'apprête à autoriser toute personne sans qualification particulière à exercer les fonctions d'aide opératoire, c'est-à-dire d'assister le chirurgien lors de la réalisation d'interventions chirurgicales !**

On estime que 3.000 à 4.000 aides opératoires, souvent aides soignants, secrétaires ou parfois épouses de chirurgiens assistent les médecins dans les blocs opératoires des établissements privés **dans l'illégalité**, depuis de nombreuses années, sans disposer du diplôme d'infirmier.

Face à cette situation scandaleuse, le ministère, en recherche d'économies et cédant aux pressions du lobby des chirurgiens du privé, organise la régularisation de ce personnel non-qualifié, sous condition d'ancienneté et d'obtention d'un contrôle de connaissances. En 2002, un décret et un arrêté avaient fixé les premières sessions d'examen, prenant la forme de questionnaires à choix multiples ! Constatant que la qualité des prestations de soins offertes à la population était menacée, les professionnels infirmiers avaient alors manifesté leur mécontentement, sans être entendus.

Toutefois, à l'époque, le Ministère nous avait alors promis qu'on n'irait pas plus loin... Et pourtant, l'amendement qui vient d'être voté **élargit cette régularisation aux bénévoles**, (comprenez les épouses de chirurgien), et non plus seulement aux salariés ! Les professionnels infirmiers ne peuvent que constater l'écart de plus en plus grand entre le discours affiché sur la qualité des soins et les textes réglementaires :

- Comment peut-on promouvoir une amélioration continue de la qualité des soins péri-opératoires et accepter de déqualifier la fonction d'aide opératoire ?
- Comment faire de la lutte contre les infections nosocomiales une priorité nationale de santé publique et confier la fonction d'aide opératoire à un personnel non formé ?
- Comment encourager les infirmières de bloc opératoire à se spécialiser sur une durée de 18 mois et autoriser de tel glissement de tâches ?

**Jusqu'où nos décideurs vont-ils aller dans cette braderie tout en affirmant œuvrer pour la défense de la qualité des soins ?** En cette période où des réformes s'engagent au sein de notre système de santé et dans son financement, **les infirmières ne peuvent plus se taire lorsque la santé de la population est gravement menacée et entendent donc interpeller les pouvoirs publics sur cet amendement.** En outre, comme en 2003, nous n'hésiterons pas à empêcher la tenue des sessions d'examen de contrôle de connaissances. Il en va de notre éthique professionnelle... et de votre santé.

#### Contacts Presse :

**Jean-Jacques SCHARFF**, Président Délégué du GIPSI : 06 21 49 02 16.

**Hélène D'ASTORG**, Présidente du GIPSI : 02 32 88 84 57 ou 06 75 67 53 54

## Signataires

- **AEEIBO** : Association des Enseignants et des Écoles d'Infirmiers de Bloc Opératoire.
- **AFET** : Association Française d'Entérostoma-Thérapeuthes
- **AFIDTN** : Association Française des Infirmiers et Infirmières de Dialyse, Transplantation et Néphrologie
- **APPI** : Association de Promotion de la Profession Infirmière
- **Convergence Infirmière**
- **CGC/CFE – SNPI** : Syndicat National des Professionnels Infirmiers
- **FNESI** : Fédération Nationale des Étudiants en Soins Infirmiers
- **GIPSI** : Groupement d'Intérêt Professionnel en Soins Infirmiers :
  - AFDS** : Association Française des Directeurs des Soins,
  - ANFIIDE** : Association Nationale Française des Infirmiers et Infirmières Diplômés et Étudiants,
  - ANPDE** : Association Nationale des Puéricultrices Diplômées d'État,
  - CEEIADE** : Comité d'Entente des Écoles d'Infirmiers Anesthésistes Diplômés d'État,
  - CEFIEC** : Comité d'Entente des Formations Infirmières Et Cadres,
  - GERACFAS** : Groupe d'Étude, de Recherche et d'Action pour la Formation des Aides-Soignants,
  - UNAIBODE** : Union Nationale des Associations d'Infirmiers de Bloc Opératoire Diplômés d'État,
  - UNASIIF** : Union Nationale des Associations et Syndicats Infirmiers et des Infirmiers(ères) Français)
- **GPOI-PACA**, Groupe pour la Création de l'Ordre Infirmier - Provence - Alpes - Côte d'Azur
- **REPSA**, Religieuses dans les Professions de Santé
- **SFISI**, Société Française des Infirmiers en Soins Intensifs
- **SIHHF**, Société des Infirmiers et Infirmières en Hygiène Hospitalière